

L'accord de Moscou jugé différemment par l'opinion publique et les milieux politiques américains

La Croix 3 août 1963

Après l'euphorie qui régna à Washington dans les premières heures succédant à l'heureuse conclusion des entretiens de Moscou, bien des réticences se sont manifestées, à commencer par celles du Pentagone, et l'enthousiasme des milieux officiels est si peu unanime que le journaliste Walter Lipman va jusqu'à se faire l'écho de certaines réserves, observant par exemple que théoriquement des nouvelles expériences atomiques russes pourraient ne pas être enregistrées par les appareils américains.

La stratégie du Kremlin

De nombreux observateurs font remarquer que si Khrouchtchev a accepté sur la question de l'arrêt des expériences atomiques une proposition qu'il avait toujours repoussée, ce n'est certes pas le fait de quelque conversion miraculeuse, mais uniquement le résultat d'une nouvelle manœuvre modifiant les moyens d'atteindre une fin qui, elle, n'a pas changé. La stratégie de la peur n'a pas réussi à Khrouchtchev ; il essaye à présent la stratégie de la conciliation. En tout état de cause, on ne peut douter que l'accord intervenu à Moscou soit pour lui un pas en avant dans cette neutralisation de l'Europe qui constitue depuis longtemps un des buts majeurs de sa diplomatie.

Ce que beaucoup redoutent désormais à Washington, c'est que l'apparente bienveillance du leader soviétique ait excité l'euphorie américaine au-delà de ce qu'il est raisonnablement possible de consentir et que John F. Kennedy soit en train de

refaire l'erreur de Franklin D. Roosevelt, qui crut abusivement aux vertus du tête-à-tête entre les grands, s'exagéra la bonne foi du camarade Staline et, par excès d'optimisme, entraîna le monde libre dans une mystification dont nous n'avons pas fini de payer les conséquences.

Un nouveau Yalta

Le mot de Yalta est revenu régulièrement dans les éditoriaux, et cette crainte d'un « nouveau Yalta » est particulièrement vive dans les milieux du Sénat.

(De notre correspondant à New York : ROLAND DARCY)

Un des problèmes qui actuellement doit donner le plus de souci au président est certes celui de la ratification par le Sénat du traité qui sera signé lundi à Moscou. Les réticences du Congrès se font d'ailleurs sentir dans la difficulté avec laquelle la Maison Blanche et le département d'Etat ont recruté les sénateurs, tant républicains que démocrates, qui se rendent à Moscou en même temps que M. Dean Rusk pour la signature officielle du traité.

On a parlé à ce sujet dans les cercles diplomatiques de Washington d'un différend qui se serait élevé entre les frères Kennedy. Robert, le ministre de la Justice, aurait voulu que l'on mit le Sénat devant une sorte de fait accompli pour l'empêcher de revenir sur les accords de

Moscou. Le président, lui, redouterait une attitude trop autoritaire risquant de lui coûter sa réélection l'an prochain. Les adversaires de John Kennedy laisseraient même entendre qu'il aurait été question de la démission de l'attorney général.

En tout cas, tout ce que le président de la Commission sénatoriale des forces armées s'est contenté de dire à l'issue de la déposition à huis clos de M. Dean Rusk, c'est que la question d'un traité sur l'arrêt partiel des expériences nucléaires « revêt la plus haute signification en ce qui concerne la puissance militaire des

cord n'est qu'un geste symbolique n'impliquant aucune concession majeure dans le domaine technique. Même ceux des grands chefs militaires qui se montraient le plus réticent, comme le général Lemay ou l'amiral Anderson, paraissent s'être à présent ralliés à cette attitude.

Les experts savent fort bien qu'il n'est plus nécessaire d'effectuer des essais atomiques dans l'atmosphère. Les deux géants ont fait leur plein de grosse artillerie. En revanche, des perfectionnements sont encore possibles, des progrès sont encore souhaitables dans le domaine de la miniaturisation, dans la mise au point des armes nucléaires tactiques, dans la construction des armes anti-missiles, et là, s'il faut en croire les opinions autorisées, les expériences souterraines, qui, elles, ne font pas l'objet du traité de Moscou, peuvent fournir d'utiles renseignements.

Quant à l'opinion publique, elle est favorable au traité. Un récent sondage fait état d'une majorité de 70 % en faveur de l'accord conclu à Moscou.

Enfin, le président Kennedy vient de déclarer que cet accord n'était qu'un progrès, un pas en avant, une mesure qui ne supprimait pas toutes les possibilités de conflit, mais aussi « une victoire pour l'humanité ». Mais il est probable que le président en sait plus que ce qu'il dit et son entourage montre une fièvre si impatiente de l'avenir qu'il peut ne pas être déraisonnable de s'attendre d'ici quelques mois à de nouvelles avances sur le chemin d'une vraie coexistence réellement pacifique.

Etats-Unis et mérite une étude très approfondie du Congrès ». Ce qui n'engage pas à grand-chose.

Quant au président de la Commission de l'énergie atomique, il a dit que la ratification se heurterait « à de graves objections de la part de quelques membres sincères et bien informés du Sénat », mais serait cependant obtenue si le président Kennedy mettait « tout son prestige » à l'appuyer. Tel semble être en définitive l'avis le plus répandu dans les milieux politiques.

Un geste symbolique

Quant aux militaires, plus réalistes, leurs avis pourraient s'accorder finalement pour trouver qu'après tout cet ac-